



107^E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉBAT GÉNÉRAL

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU CANADA DANS L'EXERCICE DU DROIT DE RÉPONSE À LA DÉCLARATION NATIONALE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Merci, Monsieur le Président.

J'ai demandé la parole dans l'exercice de notre droit de réponse à la déclaration nationale de la Fédération de Russie.

Comme le Canada l'a indiqué dans sa déclaration d'hier, nous continuons à demander des réponses à la Fédération de Russie concernant les preuves solides de son utilisation d'agents de lutte antiémeutes, et peut-être de produits chimiques plus toxiques comme armes, sur le champ de bataille en Ukraine. Au lieu de répondre à ces questions tout à fait légitimes qui ont été posées conformément à la Convention, la Russie continue de jeter le discrédit sur « l'Occident collectif » par une campagne concertée de désinformation. Cette désinformation met en péril la sécurité mondiale et représente une menace directe pour l'objet et le but de la Convention.

Dans sa dernière tentative de désinformation et de sape des mécanismes de reddition de comptes, la Russie a fait circuler un volumineux document hautement protégé censé être une preuve impartiale corroborée par un laboratoire désigné par l'OIAC. Comme l'a précisé le Secrétariat technique et comme l'a noté l'Ukraine, il s'agit d'une interprétation erronée du statut du laboratoire qui a effectué cette analyse.

Pour ceux d'entre nous qui pourraient être intimidés par des pages de graphiques, résumons ce document sans porter atteinte à la confidentialité en indiquant ce qui n'y figure pas. Il n'y a pas de chaîne de responsabilité et d'intégrité. Aucun scellé n'a été apposé. Il n'y a pas de documentation sur la provenance. Par endroits, le document va au-delà de la base factuelle d'une analyse scientifique. Ce qui lui manque, c'est le contexte que les missions de l'OIAC ont établi et documenté minutieusement lorsqu'elles ont enquêté sur des allégations d'utilisation dans d'autres cas. C'est un document qui peut dérouter ceux qui le regardent rapidement, et il faut du temps pour comprendre ce qu'il est et ce qu'il n'est pas. Ce document présenté par la Russie, comme ses déclarations d'hier, n'est que du bruit. Pour citer un autre auteur, c'est une histoire « pleine de bruit et de fureur, qui ne signifie rien ». Encore de la désinformation, encore des tentatives pour détourner l'attention de ce Conseil et de tous les États parties des graves allégations qui pèsent sur la Russie concernant l'utilisation de produits chimiques au combat.

Merci, Monsieur le Président.